JOURNAL DU CHAOS

Les hommes naissent égaux, dès le lendemain, ils ne le sont plus. Jules Renard

Semaine 20 - 2019
Du 13 au 19/05

Présider la France, c'est épouser son malheur
François Hollande

Nous sommes tous en mal d'Europe, mais l'Europe nous fait mal

Nous sommes le continent du temps et non de l'espace

Une révolution c'est une promesse, une révolte c'est une colère
Régis Debray

S'il nous faut regarder mourir l'Europe, regardons. Ça n'arrive pas tous les jours.
De Gaulle

De Régis Debray*

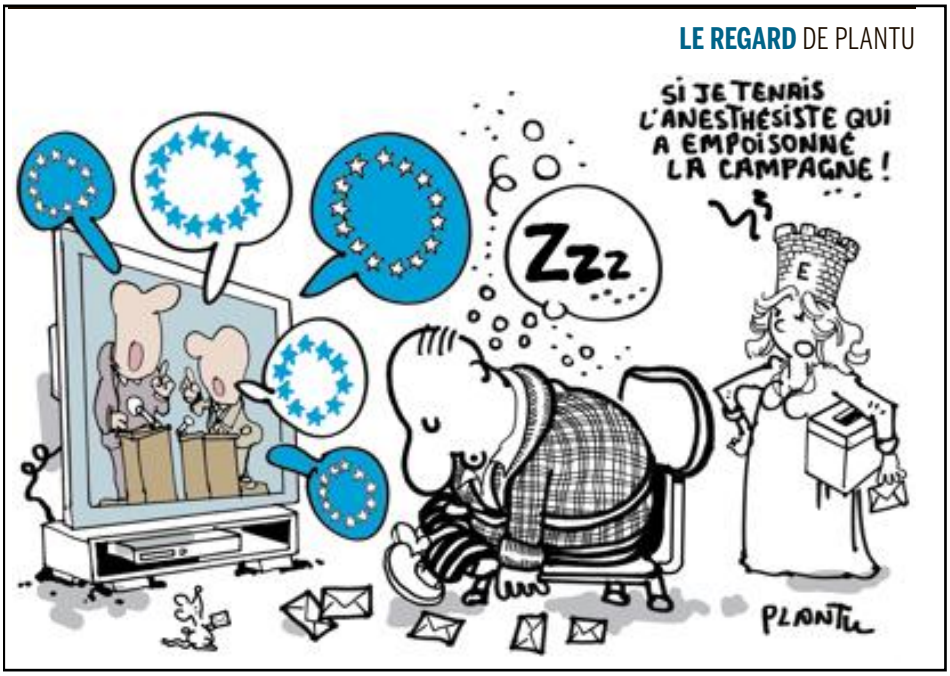
Avant, il y avait eu l'Europe-Chrétienté, chère à Claudel. Après l'Europe de la force, chère à Drieu la Rochelle. Car il faut se souvenir qu'on n'aura jamais autant parlé de la forteresse Europe que sous l'Occupation, avec la division SS Charlemagne, où des milliers de Français se sont enrôlés parce qu'ils ne croyaient plus dans nos « petites patries ».

(…) Nous sommes le continent du temps, non de l'espace. L'Union européenne n'a pas d'histoire, et n'en veut pas. Nous sommes l'endroit du monde où l'économie ne fait pas loi, où le politique a le pas sur le business, et le forum sur la banque. Bruxelles a épousé la hiérarchie des valeurs propres aux USA. On y parle anglais et on y pense américain. D'où ce cercle vicieux : cette construction artificielle, et qui l'est chaque jour plus, est devenue l'expression du néolibéralisme économique le plus destructeur, et par-là même, en réaction, le fournisseur des nationalismes les plus obtus.

(…) A dire vrai, on est tous un peu perplexes. Nous sommes à la fin de quelque chose, et on a du mal à voir le nouveau en gestation. C'est le vieux problème des transitions. En tout cas, on peut trouver la crise actuelle assez bénéfique, possiblement féconde, si elle nous aide à prendre le taureau par les cornes.

(*) *entretien à l'Obs du 16/05*

Politique



Deux militaires d'exception, Cédric de Pierrepont et Alain Bertoncello qui ont trouvé la mort dans l'opération au Burkina Faso, étaient officiers mariniers au sein du commandement des opérations spéciales. Ils étaient surtout membres du prestigieux commando Hubert, celui-là même des nageurs de combat. L'opération a permis de délivrer quatre otages, deux homosexuels français, une Américaine et une Sud-Coréenne. Un hommage leur a été rendu aux Invalides.

> **Question : faut-il exposer nos soldats dans des opérations où les otages ont fait preuve d'irresponsabilité. Que foutaient là ces deux zozos dans une zone qui est à haut risques et où opère les forces militaires françaises. L'Afrique n'est un terrain que jeu que pour les hommes d'affaires. Pas les touristes.**

Saine réaction du milieu politique, à droite principalement, de Wauquiez à Marine Le Pen, qui s'indigne de voir Macron accueillir les deux otages à Villacoublay. Et Gilbert Collard, député RN, de touiter : « *Le Drian regrette « les risques majeurs » pris par les deux otages français libérés au Burkina-faso : que pense-t-il des honneurs indécents que Macron leur accorde ?* ». A gauche, c'est silence radio… bizarre, j'ai dit bizarre ? comme c'est bizarre !

Visiblement, tous les participants au mouvement des Gilets jaunes ne voient pas d'un bon œil la candidature du chanteur, Francis Lalanne. Il aurait ainsi été éjecté *manu militari* de la manifestation organisée à Nice pour l'acte 26 de la mobilisation, samedi 11 mai.

Samedi 11 mai, 26ème journée de manifestation des Gilets jaunes. 18 600 personnes ont manifesté samedi en France dont 1 200 à Paris. Un chiffre contesté par les Gilets jaunes qui ont dénombré plus de 37 500 manifestants. A Nantes, ils étaient plus de 3000 selon *Ouest-France* et une équipe de la BAC a été prise pour cible. A Lyon, ils étaient 2000. A Montpellier, ils étaient 1300, et 700 personnes à Bordeaux.

Après avoir réussi à assécher l'électorat de Nicolas Dupont-Aignan et de l'UDI, crédités respectivement de 5 % et 1,5 % des voix, LR concentre donc désormais ses coups sur la liste LREM. « *La priorité pour nous, c'est de mobiliser notre électorat pour qu'il se déplace le 26 mai,* dit un responsable LR. *Mais le fait est que des électeurs de Fillon, il y en a beaucoup plus à LREM qu'au RN…* »

À cette bagarre s'en ajoute une autre : celle pour les voix des retraités. « *Que le parti de la droite traditionnelle ne soit pas le premier choix de l'électorat âgé, c'est du jamais-vu* », souligne un directeur de l'ifop. Les plus de 65 ans votent à ce jour à 28% pour LREM, juste devant LR (22 %).

«*Une Europe au service des peuples*» : la liste de l'Union des démocrates musulmans de France (UDFM) s'est ajoutée, le 4 mai, aux 33 listes en lice pour les élections européennes du 26 mai. Le parti a obtenu l'aval de la place Bauveau. Fondé par Nagib Azergui, son idéologie politique est basée sur le triptyque «anti-impérialisme, antisionisme, anticolonialisme».

Six mois après le rejet de l'indépendance par référendum, les partisans du maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la France conservent de peu la majorité au Congrès de l'archipel, à l'issue des élections provinciales, un scrutin crucial qui ouvre l'ultime mandat découlant de l'accord de Nouméa. La droite non indépendantiste obtientt 28 élus sur 54 au Congrès.

On se marre. Début de la campagne des européennes ce lundi 13 mai. Le tirage au sort du ministère de l'Intérieur a placé la liste de Renaud Camus - La ligne claire - en troisième position dans l'ordre d'affichage sur les panneaux électoraux et de présentation des bulletins de vote le 26 mai. Pour Renaud Camus, « *l'Europe, il ne faut pas en sortir ; il faut en sortir l'Afrique* ».

Le sondage réalisé par Kantar-One pour *La Croix* (15/05) place le Rassemblement national en tête avec 23% devançant la liste de la majorité, à 20%. Néanmoins le parti lepéniste ne profite pourtant pas du mouvement contestataire des gilets jaunes, puisqu'il stagne dans l'étiage des européennes de 2014 (25 %) et de la présidentielle de 2017 (21,5 %).

Délire audiovisuel. L'ordre de passage des spots officiels de campagne difusés sur l'audiovisuel public a été arrêté par le CSA. Leur durée va de 55 minutes et 53 secondes (Nathalie Loiseau) à 3 minutes et 33 secondes.

Dans un entretien au *Monde*, Nathalie Loiseau, tête de liste LREM, met en garde contre un « *retour du fascisme en Europe* ». Elle pointe du doigt les liens entre Marine Le Pen et le ministre de l'Intérieur estonien, Andres Anvelt, ou le polonais Jarosław Kaczyński, auxquels cette dernière a rendu visite dernièrement, et, surtout, Vladimir Poutine. Faut arrêter de fumer la moquette, ma cocotte !

Une affaire inédite au sein des cadres de La France insoumise et une prise de choix pour le RN à 15 jours des européennes. Un jeune conseiller régional LFI en Auvergne-Rhône-Alpes, Andréa Kotarac, a appelé à voter pour le Rassemblement national le mieux à même de faire barrage à Macron.

Un avis du Conseil d'Etat passé inaperçu vient d'autoriser les candidats à utiliser des financements issus de leurs partis européens à Bruxelles. La Commission des comptes de campagne avait pourtant refusé au RN, à EELV et à l'UDI le droit de recourir à ces fonds pour le scrutin du 26 mai.

La diplomatie qatarie, qui avait échoué d'une seule voix à imposer son candidat Hamad al-Kawari à la tête de l'Unesco en 2016, a mené une initiative pour le moins inamicale contre la patronne de l'organisation onusienne à Paris, la française Audrey Azoulay. Le qatari Ali Zainal propose de changer les règles de l'élection. Panique place Fontenoy.

Bien discret depuis sa défaite aux élections législatives de 2017, Razzy Hammadi, ancien porte-parole du Parti socialiste, sort de son silence juste avant les élections européennes pour annoncer qu'il votera pour... la liste *Renaissance* de Nathalie Loiseau !

Elysée

« *Ces officiers mariniers étaient des soldats hors normes comme peu d'armées dans le monde ont la chance d'en compter* » et ils sont « *morts en héros pour la France* », a déclaré Emmanuel Macron lors de la cérémonie aux Invalides en rendant hommage à Cedric de Pierrepont et Alain Bertoncello du commando Hubert de la marine nationale.

Surprise, surprise. Jérôme Peyrat, ex-conseiller de Chirac et de Sarkozy et proche de Nathalie Kosciusko-machin, actuellement maire de La Roque-Gageac (Dordogne) va faire son entrée au cabinet de Macron à l'Elysée. Explication de l'intéressé : « *j'habite à la même adresse : rue Juppé* ». Il rejoint aussi Rebecca Peres, ex-collaboratrice de Bernard Cazeneuve.

Emmanuel Macron prépare le 75e-anniversaire du débarquement du 6 juin 1944. Le président de la République devrait se livrer à un parcours mémoriel. Mais la cérémonie internationale, à Courseulles-sur-Mer se déroulera sans lui. Ah bon, et pourquoi ?

En revanche, le prince Charles, la Première ministre britannique Theresa May et le Premier ministre français Édouard Philippe seront présents pour une célébration oecuménique à la cathédrale de Bayeux et au cimetière britannique ce même 6 juin.

Emmanuel Macron pourrait réunir les parlementaires de la majorité et de l'opposition en congrès le 8 juillet prochain, comme il s'était engagé à le faire à Versailles, une fois par an. L'occasion, pour le président, de prononcer un discours de politique générale et revenir sur les chantiers principaux auxquels devront s'atteler les parlementaires à la rentrée 2019.

Si la liste Renaissance « loupe » les élections européennes, le président de la République Emmanuel Macron « *perdra un élément d'influence* » dans l'Union européenne « *pour des mois, voire des années* », estime l'Elysée devant l'Association de la Presse présidentielle. Et de préciser « *C'est cela qui se joue avec ces élections, face au risque nationaliste* ».

« *Arrêtez de savonner la planche de Nathalie Loiseau. Défendez-la* », c'est le message qu'un Emmanuel Macron furieux a fait passer à ses troupes et aux ministres. C'est ce que raconte un ténor de la majorité qui a l'oreille du président.

Gouvernement

Jean-Yves Le Drian, ministre des Affaires étrangères, a assuré le service minimum concernant la libération des otages. « *La zone où étaient nos compatriotes était considérée depuis déjà pas mal de temps comme une zone rouge, c'est-à-dire une zone où il ne faut pas aller (…) Le message que je peux délivrer comme ministre des Affaires étrangères est que la plus grande précaution doit être prise dans ces régions pour éviter que de tels enlèvements n'aient lieu, et pour éviter des sacrifices de nos soldats.* »

Jean-Yves Le Drian a choisi comme nouveau dircab Nicolas Roche, 45 ans. Ancien élève de l'École des chartes et spécialiste de la dissuasion nucléaire, Roche a été le premier conseiller diplomatique de Le Drian au ministère de la Défense, preuve que ce dernier continue de privilégier son ancienne équipe de choc de l'Hôtel de Brienne.

« *Il n'est pas normal que la Géorgie soit le premier pays d'origine pour les demandes d'asile en France, loin devant les Syriens et les Erythréens* », a déclaré lors d'un déplacement à Tbilissi le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner.

Institutions

Emmanuel Macron a beau vouloir la supprimer, 1 717 candidats sont actuellement inscrits aux concours d'entrée à l'ENA, prévus fin août. Ce nombre est l'un des plus élevés des dix dernières années car il englobe un nouveau concours externe ouvert aux titulaires de doctorat. Les inscriptions, closes le 29 avril, avaient débuté le 1er mars... bien avant les annonces présidentielles.

Christophe Castaner ne fait plus recette au Palais Bourbon. Seuls quatre députés ont jugé bon être présents à l'audition du ministre de l'Intérieur par la commission d'enquête sur la lutte contre les groupuscules d'extrême-droite présidée par l'obscure Muriel Ressiguier.

LREM souhaite investir le Conseil régional d'Île-de-France. Une dizaine de membres du groupe Les Républicains qui soutiennent la campagne de Nathalie Loiseau, souhaitent constituer un groupe République en marche. Ce qui devrait être chose faite « avant l'été », selon plusieurs sources concordantes.

Richard Ferrand, le président de l'Assemblée nationale, souhaite que les citoyens puissent adresser des « e-pétitions » aux députés. Mais quel que soit le nombre de signatures recueillies, rien ne garantirait qu'un débat soit organisé dans l'Hémicycle. Bof !

Il y a de très nombreuses différences de salaires et d' indemnités entre un député siégeant au Palais Bourbon et un député européen. Les indemnités d'un européen sont de 8 757,70 € brut contre 7 239,91 € brut par mois. Mais ce sont surtout les crédits aux collaborateurs qui diffèrent : 21 209 € pour 3 collaborateurs maximum, seulement 10 581 € mensuels pour embaucher au max 5 personnes. On comprend mieux pourquoi les députés européens ont la tentation de s'en mettre dans les fouilles, ça paie les putes et la maison de campagne.

« *A l'Assemblée, on ne peut pas payer les collaborateurs plus de 2000 euros par mois donc ils ne restent pas longtemps. C'est très dommageable de ne pas avoir les moyens financiers d'avoir des assistants qui travaillent sur le fond des textes* », estime Sophie Auconie, ex-député européen et actuel député d'Indre-et-Loire.

> Or le rôle des assistants européens est prépondérant : ils participent aux commissions et représentent leur député dans les trilogues, ces réunions informelles mais souvent décisives entre les trois institutions européennes. A l'Assemblée, les collaborateurs sont souvent calfeutrés dans leurs bureaux. La seule angoisse du député européen, c'est son éclipse de la scène politique française.

Philippe Etienne, ministre plénipotentiaire, conseiller diplomatique à la présidence de la République, ancien ambassadeur en Russie et en Allemagne, devrait être nommé ambassadeur aux Etats-Unis en remplacement de Gérard Araud. Philippe Etienne, 63 ans, normalien, est agrégé de mathématiques et énarque.

Divers

On va où, chef ? Le procureur de la République de Colmar, une femme, a ouvert une nouvelle «enquête pénale» sur Alain Soral après la diffusion d'une photo qui le montre faisant une «quenelle». «*Un geste susceptible de recevoir la qualification pénale de provocation à la haine raciale*», selon le procureur. Ma soeur, si elle en avait, on l'appellerait Marcel !

L'ancien et incompétent ministre de la Justice, le chiraquien Dominique Perben, qui soutient la liste de Nathalie Loiseau pour les européennes, était au premier rang des invités pour la commémoration de la mémoire de l'esclavage dans le jardin du Luxembourg la semaine dernière. Logique ce penchant pour la trahison des ex-chiraquiens.

Tambouille macro-machin

Dans la dernière ligne droite de cette campagne atone, les piliers de la droite macroniste sont mobilisés pour rallier les suffrages de leur électorat. Dans le Nord, à Lille, c'est Edouard Philippe et Jean-Pierre Raffarin qui mouillent le maillot tandis que Bruno Le Maire officie à Nancy. Le But ? Devancer le RN.

Nathalie Loiseau accumule les bourdes et atterrent l'état-major de LREM : révélation de son passé avec le GUD, bande dessinée polémique, mais aussi sa phrase au Mémorial de Caen sur sa volonté de faire « *un Blitzkrieg positif* », le tout mêlé à une aisance toute relative pour mener un discours en mitinje, ça vous sèche les meilleures volontés.

Droite

Le camarade Florian Philippot qui a déposé en désespoir de cause une liste – Patriotes et Gilets jaunes – pour les européennes, sachant qu'il aurait bien du mal à passer la rampe des 5% avait proposé 300 000 euros à Asselineau pour faire alliance et figurer en n°3.

> Comme Asselineau a une trouille noire d'être cataloguer d'extrême-droite, il a évidemment décliné l'offre. Du coup, Philippot a proposé 400 000 euros à Dupont-Aignan gnangnan qui l'a également envoyé se faire… chez les Grecs.

Le président des Républicains, Laurent Wauquiez, a affirmé que les élections européennes du 26 mai ne devaient pas être « *le troisième tour de l'élection présidentielle* » et se réduire à un duel entre En Marche et le Rassemblement national.

« *Nous, on propose une autre voie, une liste qui croit résolument dans l'Europe et une Europe qui défende ses frontières face à l'immigration, qui réaffirme son identité* », a-t-il affirmé.

Michel Barnier (LR) qui avait apporté son soutien à François-Xavier Bellamy fin avril, avoue dans un entretien au *Journal du dimanche* qu'il apporte son soutien à Emmanuel Macron, à ses thèses et au risque du nationalisme. Quelle girouette ce baltringue qui vise la présidence de la Commission européenne.

Gauche

Mais faites-le taire, bordel. François Hollande fait enrager l'état-major du Parti socialiste en exprimant de plus en plus publiquement sa sympathie pour la tête de liste communiste aux européennes Ian Brossat.

Face à de catastrophiques sondages, Olivier Faure, a décidé de sortir l'artillerie lourde et fait appel aux caciques du PS de la grande époque pour qu'ils montente au créneau : Christine Taubira, Richard Cazeneuve, Anne Hidalgo, Najat Belkacem et Martine Aubry. Car la grande trouille, c'est de n'avoir aucun député européen.

Emmanuel Grégoire, premier adjoint de la mairie de Paris et ex-patron du PS parisien, commente son parcours militant en ces termes : « *Moi, je ne suis allé à Solférino qu'au bout de dix ans. J'ai commencé par le nettoyage des chiottes. Quand t'es secrétaire de section, t'es d'abord celui qui nettoie la table quand l'apéro est fini et que tout le monde s'est barré.*»

Une vingtaine d'anciens ministres de l'ancien chef de l'État ont écrit à Olivier Faure pour lui demander de dénoncer les propos de Raphaël Glucksmann contre l'action de François Mitterrand au Rwanda. De Jean Auroux à Hubert Védrine, en passant par Edith Cresson, Jack Lang ou Paul Quilès, ils ont envoyé une lettre au vitriol au premier secrétaire du PS, Olivier Faure.

Société

Le groupe américain Monsanto, acquis par l'allemand Bayer, a secrètement fiché des personnalités en France en fonction de leur position sur les pesticides, notamment sur le glyphosate. Ce fichier de 200 noms de journalistes, politiques, dirigeants d'organisations professionnelles ou scientifiques date de novembre 2016 et provient d'une fuite du cabinet de lobbying et de relations publiques Fleishman-Hillard.

Depuis l'automne 2018, la fronde ne cesse de monter au sein d'un mouvement sportif français exaspéré par les réformes du secteur portées par le gouvernement. Une tension récurrente, mais qui ces derniers jours vient encore de monter d'un cran. Cela concerne essentiellement ceux que l'on dénomme conseillers techniques sportifs (CTS).

> En cause : un amendement ajouté le 3 mai dernier à l'article 28 du projet de loi sur la modernisation de la fonction publique, qui prévoit que les conseillers techniques sportifs (CTS), agents publics dépendants aujourd'hui de l'État, soient d'ici à 2025 détachés d'office auprès des fédérations sportives. Pour le monde du sport, c'est un témoignage supplémentaire de la volonté de désengagement de l'État.
>
> Selon l'IGJS – Inspection générale de la jeunesse et des sports : « *La réforme pourrait contribuer à la déstabilisation complète du système sur lequel repose aujourd'hui le sport français.* » Le salaire moyen brut annuel des CTS est de 70 000 € pour une masse salariale de 121 M€.

La section judo du PSG a été créée pour embaucher Teddy Riner, au mépris de toute logique économique, à la suite d'un contact du roi du Maroc Mohammed VI auprès de l'émir du Qatar. Le champion de judo avait aidé son ami Mohammed VI à décrocher l'organisation des mondiaux de novembre 2017 à Marrakech, où il a remporté son dixième titre mondial. Salaire du judoka : 40 000 euros net par mois.

Il y a en France 71 821 détenus, soit une hausse de 2,1% sur un an, alors que la capacité des prisons n'est que de 61 010 places opérationnelles. La densité carcérale s'élève donc à 117,7% et supérieure à 200% dans certains établissements.

Scandaleux. Un courriel daté du 21 mars et adressé à tous les chefs des gares principales de France indique que « *la direction de SNCF Gares & Connexions propose de pavoiser 50 gares aux couleurs de l'arc-en- ciel* ». Ce drapeau étant celui du mouvement gay.

Faits divers

Ariane de Rothschild, qui a pris les commandes du groupe Edmond de Rothschild, que préside son mari, Benjamin, a offert une bouteille de Château Lafite Rothschild 1869 adjugée 220 000 euros au cours du gala de l'EORTC (Organisation européenne pour la recherche et le traitement du cancer) à Monaco.

Jean-Christophe Bonaparte, prétendant au trône impérial français et arrière-arrière-petit-fils de Jérôme Bonaparte, le frère de Napoléon, a annoncé son mariage avec la comtesse Olympia von Arco-Zinneberg, descendante de Marie-Louise d'Autriche et arrière-petite-fille du dernier empereur d'Autriche, qui se tiendra aux Invalides au mois d'octobre prochain.

Bernard-Henri Lévy – dit BHL – pensait faire une tournée triomphale en Europe avec sa pièce *Looking for Europe*. Objet de sa nouvelle passion : plaider la cause de l'Union européenne. Fiasco total. En Allemagne, *Der Spiegel* lui taille d'emblée un costard. En Suisse à Genève et Lausanne, les représentations ont été annulées… faute de public.

Migration/ islam

Au moins 70 migrants ont péri noyés lors du naufrage de leur bateau dans les eaux internationales au large de la Tunisie, selon l'agence Tunis Afrique Presse (TAP).

L'embarcation avait quitté le port libyen de Zouara pour gagner l'Italie. Mais 60 autres, secourus par deux navires sont arrivés en Italie.

Le centre de rétention administrative de Saint-Jacques-de-la-Lande, près de Rennes, a été le théâtre d'une rébellion dans la nuit du 9 au 10 mai, quand des policiers sont entrés pour récupérer un migrant qui devait être renvoyé chez lui.

Les forces de l'ordre ont dû appeler des renforts afin de maîtriser les émeutiers qui refusaient de descendre du toit. A la suite de ces dégradations, la capacité d'accueil du centre de rétention est réduite à 25 places au lieu des 40 habituels.

La maire (PS) de Paris Anne Hidalgo a annoncé qu'elle allait faire au préfet « deux propositions » de sites où héberger les migrants (dans le XVIIème et le XIIème arrondissements) et menacé l'Etat d'une action en justice pour "carence" et "inaction" en matière de mise à l'abri.

Écologie

Après cent trente ans de bons et loyaux services, le « grand K » s'apprête à prendre sa retraite. Lundi 20/05, ce cylindre de platine iridié conservé depuis 1889 sous une triple cloche de verre au pavillon de Breteuil, dans le parc de Saint-Cloud, va cesser d'être la référence ultime et universelle du kilogramme. Et pas seulement lui. Mais rassurez-vous, le système métrique reste le même.

> **Le Système international d'unités (SI), cet ensemble de sept unités de base – mètre, kilogramme, seconde, ampère, kelvin, candela (unité de l'intensité lumineuse) et mole (unité de la quantité de matière) – va changer de référents. Et ce en liaison directe avec les nouveaux outils de la physique quantique. Un choix qui ne doit rien au hasard puisque, dans l'univers de l'infiniment petit, la régularité des phénomènes et leur précision offrent aux métrologues des références sans égales.**

Le débat sur le glyphosate n'est pas clos. Les effets nocifs sur la santé du glyphosate, pesticide le plus utilisé au monde, ne sont pas démontrés. Pour ses opposants, le fait que le CIRC, une des agences de l'Organisation mondiale de la santé, l'ait classé « cancérogène probable » en 2015 a clos le débat.

> **Les 11 agences sanitaires au monde (Efsa en Europe, Anses en France, EPA aux Etats-Unis...) ont un avis unanime sur le glyphosate : correctement utilisé, il ne présente pas de risque. L'Efsa a, en 2015, passé toute une palette de sujets de santé en revue, avant de réitérer l'autorisation du glyphosate. Ce qui ne satisfait pas les détracteurs du glyphosate. Qui croire ? That is the question.**
>
> **En attendant, Voilà quarante ans que le glyphosate est utilisé. Les cohortes d'agriculteurs étudiés par la Mutualité sociale agricole (Agrican sur 180 000 personnes) et AHS (50 000 agriculteurs sur vingt ans, aux Etats-Unis) ne montrent pas de risques accrus de cancers chez ceux qui sont pourtant exposés au glyphosate au premier rang, sauf sur une forme rarissime de lymphome.**
>
> **Pour Jean-Louis Bernard, vice-président de l'Académie d'agriculture : « *Si on le supprime, on doit revoir tout le système de production agricole. Il n'y a pas de méthode alternative. Il faudrait revenir à des pratiques d'il y a vingt ou trente ans : le travail du sol systématique.* »**

Peste porcine. Après les premiers cas déclarés en 2018 dans le nord de la Chine, l'épidémie s'est diffusée comme une traînée de poudre. En quelques semaines, toutes les provinces et régions du pays ont été touchées. Huit mois après, Pékin a déclaré 129 foyers et 1,2 million de bêtes mortes, ou abattues en prévention, selon un décompte du ministère de l'agriculture du 22 avril. Au plan sanitaire et écologique, la Chine est décidément une poubelle. C'est le résultat d'une course effrénée au productivisme.

Économie

Orange s'offre SecureLink pour 515millions d'euros, le spécialiste européen de la cybersécurité basé aux Pays-Bas. Déjà en début d'année, le groupe télécom avait annoncé l'acquisition de SecureData. Ces nouvelles acquisitions positionnent Orange en leader du secteur de la cybersécurité en Europe.

Le secteur privé a enregistré 66 400 créations nettes de postes au premier trimestre 2019, soit une hausse de 0,3 %, selon une estimation provisoire de l'INSEE Il s'agit du 16ème trimestre consécutif de hausse de l'emploi salarié.

Xavier Girre, le directeur financier d'EDF l'a confirmé, il faut s'attendre à une hausse de 5,9% du tarif de l'électricité. La Commission de régulation de l'énergie (CRE) avait proposé cette hausse à l'hiver mais le gouvernement avait décidé de la repousser.

La volonté européenne d'accroître ses achats de gaz naturel liquéfié (GNL) en provenance des États-Unis est-elle un moyen d'apaiser la guerre commerciale qui couve entre Washington et Bruxelles ? Donald Trump mise beaucoup sur le gaz naturel, ou encore le soja, pour doper les exportations américaines à destination du Vieux Continent et réduire en partie le déficit commercial de son pays.

C'est la guerre ! La Chine a annoncé qu'elle augmenterait à partir du 1er juin ses droits de douane sur des produits américains représentant 60 milliards de dollars d'importations annuelles, en représailles aux mesures de Donald Trump. Le président américain avait fait passer vendredi de 10 % à 25 % les droits de douane punitifs sur des produits chinois représentant 200 milliards de dollars.

Des pétroliers, notamment, la Shell investissent de plus en plus dans l'électricité. Le groupe prévoit que l'électricité, de sa génération à partir de gaz ou de renouvelables jusqu'à sa distribution au client final, représentera le tiers de son activité dans les années 2030, une proportion comparable à celle du pétrole et du gaz.

Contrairement à leurs homologues américains, les pétroliers européens investissent tous dans ce secteur, dont la croissance est plus forte que celle des énergies fossiles. Une part croissante de cette électricité sera produite à partie de gaz et d'énergies renouvelables.

Culture/médias

Le numéro du 17 mai de l'hebdomadaire économique *La Tribune* contiendra un dossier spécial entièrement consacré à la communauté des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres au sein des entreprises. Une première dans la presse économique française.

Le réalisateur Luc Besson a déposé le bilan de sa société EuropaCorp devant le tribunal de Bobigny. Son entreprise, qui se voulait la plus ambitieuse d'Europe en matière d'industrie

cinématographique, s'est écrasée sur le mur des réalités. Sa dette dépasse les 220 millions d'euros.

> Paradoxe. Si les films très commerciaux d'EuropaCorp reçoivent rarement les louanges de la critique, ils sont devenus essentiels à la santé de cette industrie tant vantée par Macron, représentant souvent plus de la moitié des exportations françaises.

Festival de Cannes. Alors qu'Alain Delon doit recevoir la Palme d'honneur du Festival de Cannes, dimanche 19 mai, une pétition de l'organisation américaine *Women and Hollywood* s'oppose à l'attribution d'une telle récompense en raison de ses prises de position polémiques. 17 000 zozos l'ont signé, la plupart issus du monde anglo-saxons.

Ainsi qu'il l'a confié sur France Inter Pierre Lescure, président du Festival de Cannes depuis 2014, considère, lui, que cette polémique « *en dit beaucoup de l'Amérique* ». Sans dévoiler plus avant sa pensée. Pays de cons…

Père/fils, je t'aime moi non plus. Grasset va publier en septembre les mémoires de Georges Buisson, fils du très droitier stratège politique Patrick Buisson. Le livre, titré *L'Ennemi,* est une charge aussi violente qu'intime contre l'ancien conseiller de Nicolas Sarkozy et visiteur du soir de Laurent Wauquiez.

Depuis sa création en 2016, la société de production Mediawan, fondée par Pierre-Antoine Capton, Xavier Niel et Matthieu Pigasse a déjà réalisé huit acquisitions pour 350 millions € en cash. Ces opérations lui ont d'ores et déjà permis d'atteindre le rang de premier producteur d'animation en Europe, et de premier producteur de fiction en France.

Europe

Union européenne. Les diplomates européens ont déploré la stratégie « *illisible* » des Etats-Unis dans le dossier iranien. « *Fermer toutes les portes et, en même temps, appeler la République islamique à une reprise du dialogue : c'est du Trump pur jus et c'est totalement incompréhensible* », résumait l'un d'eux.

Allemagne. Qui l'eût cru ? Yanis Varoufakis, l'ex-ministre des finances grec fait campagne pour les européennes en Allemagne où il a fondé un parti, le Mouvement pour la démocratie en Europe 2025 (DiEM25), Spitzenkandidat («candidat tête de liste»).

Paradoxe : l'économiste de 58 ans est l'une des plus célèbres têtes de liste pour les européennes en Allemagne, tout en représentant un mouvement transnational méconnu. L'offre est pourtant pléthorique pour ces crutin : 41 partis. La suppression en Allemagne du seuil d'éligibilité pour entrer au Parlement a donné des ailes à une noria de formations.

Sur invitation de l'AfD s'est tenu au Bundestag, samedi 11/05 une conférence regroupant les médias d'extrême-droite avec en invité d'honneur l'entrepreneur britannique Milo Yiannopoulos qualifié de « *star de la haine* ». Cette réunion témoigne d'une radicalisation d'une partie de l'AfD qui s'en prend aux médias traditionnels qualifiés de menteurs.

Angleterre. L'ex-leader europhobe de l'Ukip, Nigel Farage, a fondé il y a trois semaines The Brexit Party, déjà crédité de 34% des voix aux européennes, auxquelles le Royaume-Uni participe finalement. Theresa May est une menteuse et Jeremy Corbin « *a autant de positions qu'il y en a dans le Kamasutra* » estime le chef de file du Brexit Party.

Autriche. Le vice-chancelier Strache et leader du parti nationaliste FPÖ n'y va pas par quatre chemins dans son programme pour les européennes. Il insiste sur la nécessité de défendre « *l'identité autrichienne face à l'invasion de migrants noirs et musulmans* ». Et, à l'image de Viktor Orban en Hongrie, a mis en place avec le gouvernement une politique nataliste vigoureuse.

Le chancelier Kurz, du Parti populaire autrichien, a reconnu la nécessité de procéder au plus vite à l'application des mesures de H.S. Strache en faveur de la natalité et a confirmé son alliance avec le FPÖ au grand désespoir des tenants des droits de l'homme.

Hongrie. Le Premier ministre national-conservateur hongrois Viktor Orban a annoncé retirer son soutien à la tête de liste du Parti populaire européen (PPE, droite) Manfred Weber en vue des européennes, accusant le candidat chrétien-démocrate allemand d'avoir "offensé" son pays.

Pologne. A l'appel de nationalistes polonais, une importante manifestation s'est tenue le 11 mai à Varsovie contre une loi américaine de 2018 dont le but est de faciliter la restitution de biens juifs tombés en déshérence après l'Holocauste. «Non aux revendications» et «Honte», ont clamé les manifestants, au nombre d'environ 4 000.

International

Iran. Téhéran a lancé un ultimatum aux Européens, leur donnant deux mois pour trouver une solution permettant de sortir réellement les secteurs pétrolier et bancaire iraniens de leur isolement provoqué par les sanctions économiques américaines, faute de quoi la République islamique renoncera à d'autres engagements.

Etats-Unis. Les Etats-Unis, qui ont annoncé l'envoi de bombardiers B-52 dans le Golfe pour contrer de présumées "attaques imminentes" de l'Iran contre les forces américaines. En outre, le président américain a imposé de nouvelles sanctions contre « les secteurs iraniens du fer, de l'acier, de l'aluminium et du cuivre » pour renforcer la pression sur le régime de Téhéran, et a menacé de prendre de nouvelles mesures si l'Iran ne « change pas radicalement d'attitude ».

Le président des Etats-Unis, Donald Trump, a participé à un repas à la Maison Blanche marquant la rupture du jeûne du mois de ramadan. Dans le même temps, il recevait Viktor Orban, le premier ministre hongrois, il l'a félicité et noté les convergences sur les moyens de « *renforcer la vigilance face aux migrations mondiales incontrôlées* ».

Une interdiction quasi totale, même dans des cas de viol ou d'inceste : le Sénat à majorité républicaine de l'Etat de l'Alabama a adopté le projet de loi le plus prohibitif des Etats-Unis sur l'interruption volontaire de grossesse.

Le texte prévoit que les médecins pratiquant l'avortement seront passibles de peines de prison de 10 à 99 ans, sauf en cas d'urgence vitale pour la mère ou d'«*anomalie létale*» du fœtus.

Point de vue

Nous sommes dans une logique libérale et la révolution sociétale qui nous amènerait à changer de système et à modifier nos modes de vie n'est pas pour demain. A moins que le système ne s'effondre. Tout un chacun se pose donc la question de savoir où va aboutir la révolte des Gilets jaunes. Voici la réponse d'un homme du système. A Rien !

Il n'y a pas de réponse de court terme à la crise sociale

PATRICK ARTUS*

De plus en plus de Français protestent... Contre le recul du pouvoir d'achat des retraités, des salariés du secteur public, contre la faible hausse des salaires réels dans le secteur privé, contre l'insuffisance de l'emploi dans certains services publics (hôpitaux, maisons de retraite...). La situation risque encore de se dégrader avec la crise très probable du secteur automobile. Mais que peut faire le gouvernement français, soumis à de nombreuses contraintes ? On connaît bien les solutions de long terme, mais y a-t-il des solutions de court terme ?

Il faut d'abord rétablir des vérités. La retraite moyenne par retraité a un pouvoir d'achat stable depuis dix ans. Le pouvoir d'achat des salariés du secteur public, lui, a augmenté de 7 % en dix ans (avec les promotions, l'ancienneté...). Enfin, le salaire réel par tête dans les entreprises a augmenté de 1,1 % par an pendant les dix dernières années. S'agissant de l'emploi dans certains services publics (santé, éducation), il faut noter que l'emploi dans la santé a arrêté d'augmenter en 2013, et l'emploi dans l'éducation en 2010. Cette tension sociale va s'aggraver dans le futur avec la crise qui s'annonce dans le secteur automobile, le passage à la voiture électrique conduisant à la disparition des emplois associés à la production de moteurs thermiques, ce qui pourrait coûter en dix ans plus de 150.000 postes. Le gouvernement français est donc sous une pression forte de l'opinion.

Mais il n'y a pas de solution à court terme, il faut l'admettre. Malgré les taux d'intérêt très bas, le déficit public (3,2 % du produit intérieur brut en 2019) devra être réduit à partir de 2020. De plus, l'opinion demande aussi une baisse de la pression fiscale, qui atteint 46 % du PIB en 2019. La politique économique est aussi contrainte par le niveau élevé du coût du travail peu qualifié (le salaire minimum est très élevé par rapport au salaire médian, 62 % en France contre 35% à 50% dans les autres pays de l'OCDE), et par la forte sensibilité de l'emploi peu qualifié au coût du travail, qui impliquent qu'une hausse des bas salaires aurait un impact important sur l'emploi peu qualifié.

Enfin, il faut tenir compte de la dégradation de la compétitivité-coût qui conduit à des pertes de parts de marché et de l'absence en France de certaines industries stratégiques : équipements pour les énergies renouvelables, batte- ries électriques, grandes entreprises de l'Internet... On ne peut pas, à court terme, distribuer plus de revenu que celui qui est produit. On ne peut alors, à court terme, envisager que des arbitrages à somme nulle, par exemple accroître les impôts sur une catégorie d'agents économiques (ce qui a été fait avec les retraités) pour les réduire sur une autre (les actifs) ; repousser l'âge de la retraite pour en augmenter le niveau ; réduire l'emploi dans les collectivités locales pour augmenter l'emploi dans la santé (les hôpitaux, les maisons de retraite...) ; réduire le nombre de fonctionnaires pour accroître leur pouvoir

d'achat. Il n'est pas sûr que des arbitrages à somme nulle de ce type réduisent la tension sociale.

On sait en revanche que la solution est à moyen terme : hausse des compétences de la population active (pour lesquelles la France ne se classe que 22ème sur 29 pays analysés par l'OCDE) ; modernisation des entreprises (le nombre de robots par salarié est deux fois plus faible en France qu'en Allemagne) ; développement de nouvelles filières industrielles (batteries électriques, moteur de recherche...). Le problème est que ceci suppose une forte dose de patience dans l'opinion pour attendre que ces effets de moyen terme se réalisent.

Source : Les Echos 13/05/2019

(*) *Patrick Artus est chef économiste et membre du comité exécutif de Natixis.*

Sites à consulter

TVLibertés

Journées de lecture

La fascination de l'ogre, par Laurence Scialom, Fayard, 272 p., 19 €

Ici pas d'idéologie mais, un décryptage. Sujet : Comment rendre aux marchés financiers leur rôle premier, qui est de donner les moyens matériels à la société de se développer ? Décrypter les dérives d'une partie de la place financière, c'est aussi donner à comprendre à chacun la nécessité d'une remise à plat de la réglementation actuelle. Le livre renvoie à la fois à la puissance d'attraction qu'exercent les marchés financiers, à leur forte emprise sur le fonctionnement de l'économie et à la cécité des pouvoirs publics, qui peinent à se détacher d'une vision largement partagée avec les acteurs du monde financier.

Athena à la borne. Discriminer ou disparaître, par Thibault Mercier, ed. Pierre-Guillaume de Roux, 192 p., 16 €

Exister, c'est se distinguer de l'autre, c'est délimiter un dedans et un dehors, c'est inclure et exclure en fonction d'une limite. C'est donc discriminer. Discriminer ou disparaître, il faut choisir. À l'heure où le refus de toutes discriminations est devenue un argument essentiel de l'idéologie libérale, libertaire et mondialiste pour délégitimer toute les identités de manière à ne reconnaitre que l'individu et l'humanité, il réhabilite cette notion avec hardiesse et le raisonnement est véritablement implacable.

Sortie du dernier numéro de la revue Eléments

Dans un entretien accordé à François Bousquet, rédacteur en chef d'*Éléments*, Andréa Kotarac explique : « *Mon choix est fait: je voterai pour la liste menée par Jordan Bardella et Marine le Pen.* »

Éléments n° 178 consacre également un dossier sur « Les juges contre la démocratie » qui réunit sur 18 pages, les analyses percutantes d'Alain de Benoist, d'Éric Maulin, de l'Université de Strasbourg, de Bertrand Mathieu, de l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, ainsi qu'un débat sur la liberté d'expression entre les avocats Nicolas Gardères et Eric Delcroix.

À lire aussi : la chronique d'Hervé Juvin, un grand reportage en Chine de l'écrivain Slobodan Despot, les entretiens d'Andreï Makine de l'Académie française et du dessinateur Jacques Terpant, le coup de gueule de Didier Rykner, etc.

Vente en kiosque ou ICI